Document généré le 17 avr. 2024 23:50

Recherches sociographiques

Louis FAVREAU et Ernesto MOLINA, *Économie et société, pistes de sortie de crise*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2011, 162 p.

Jean-Marc Fontan

Volume 53, numéro 3, septembre–décembre 2012

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1013503ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1013503ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)
1705-6225 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Fontan, J.-M. (2012). Compte rendu de [Louis FAVREAU et Ernesto MOLINA, *Économie et société, pistes de sortie de crise*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2011, 162 p.] *Recherches sociographiques*, *53*(3), 698–699. https://doi.org/10.7202/1013503ar

Tous droits réservés © Recherches sociographiques et Université Laval, 2012

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Louis FAVREAU et Ernesto MOLINA, *Économie et société, pistes de sortie de crise*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2011, 162 p.

L'essai de 162 pages publié aux Presses de l'Université du Québec regroupe en huit chapitres un argumentaire éclairant sur les caractéristiques de l'économie collective québécoise, sur la nature de la crise actuelle et sur quatre pistes à considérer pour un nouveau projet de société. Ces pistes reposent sur la « démocratisation de l'économie, le renouvellement de l'État social, la conversion écologique de l'économie et la construction d'un vaste mouvement citoyen dans le monde » (p. 36). Pour parvenir à ce nouveau projet, il s'agirait moins de « renverser le capitalisme » que « d'occuper le terrain économique dans le plus grand nombre de secteurs possible par des entreprises collectives ou à contrôle démocratique » (p. 36).

L'essai a la qualité de présenter clairement les idées exprimées, de ne pas utiliser un vocabulaire trop spécialisé. Il s'adresse à un public large, intéressé par la question économique, les problèmes environnementaux et la crise actuelle. Il apporte peu d'éléments nouveaux aux spécialistes, mais constitue une excellente entrée en matière pour toute personne en quête de solutions pour mieux penser l'avenir des sociétés humaines.

Pour déployer leur thèse, Louis Favreau et Ernesto Molina, sociologues et spécialistes des questions relatives au développement des collectivités et des coopératives, s'appuient tout en les prolongeant sur les idées et les analyses qui furent présentées à la conférence internationale « Quel projet de société pour demain : enjeux, défis et alternatives », laquelle a été organisée par le mouvement coopératif québécois à Lévis en 2010.

Évidemment, pour toute personne préoccupée par la grande question du changement social, l'apport des auteurs est moins évident. La thèse présentée rejoint la masse des nombreux essais qui ont tenté de se distinguer en identifiant les contours d'une nouvelle recette. Leur contribution est peu évidente pour au moins deux raisons.

Premièrement, la proposition d'une économie collective impulsée par le mouvement coopératif pose actuellement problème puisque le mouvement coopératif, tant à l'international qu'à l'échelle nationale, se définit plus au singulier (l'entreprise coopérative) qu'au pluriel (l'organisation et l'entreprise collectives). Il y a donc tout un défi à relever pour que le mouvement coopératif reconnaisse la diversité de l'économie collective et gagne en légitimité pour devenir LE mouvement capable de rallier les autres mouvements sociaux.

Deuxièmement, présenter l'économie collective comme étant LA solution à la crise actuelle signifie que les problèmes récents et historiques de la société capitaliste ont essentiellement une nature économique. La solution à la crise actuelle et au mal-être planétaire que provoquent tant la modernité que son vaisseau amiral, l'économie capitaliste, ne réside pas dans le simple ajout d'un peu de collectivisme, d'un peu plus de comportements bienveillants à l'égard des écosystèmes ou d'un peu plus d'État social. Il y a plus à changer. Si l'économie collective constitue un élément pour penser un nouvel ordre socioéconomique, il importe aussi d'identifier les autres dimensions à travailler. Sur ce plan, le rapport à l'altérité n'est pas

abordé par les auteurs. Nous pensons plus particulièrement au racisme et aux différentes formes d'exclusion fondées sur les dimensions religieuses, politiques ou culturelles. En ce sens, une réponse uniquement économique à enrober d'un État plus social et d'une attention environnementaliste demeure une proposition correcte mais insuffisante pour donner une erre d'aller plus solidaire, démocratique, altière et écologique au vivre ensemble des sociétés humaines.

Jean-Marc Fontan

Département de sociologie,
UQAM.
fontan.jean-marc@uqam.ca

Marc-Urbain Proulx, *Territoires et développement. La richesse du Québec*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2011, 438 p.

En s'appuyant sur une vaste littérature reliée aux sciences régionales, laquelle lui a permis de puiser à de nombreuses sources théoriques et à de nombreuses recherches empiriques, en incluant ses propres recherches, Marc-Urbain Proulx présente un important travail de synthèse à la fois descriptif, analytique et prescriptif à l'égard des différents territoires du Québec. La pertinence de l'ouvrage est à la fois scientifique et pédagogique. Au plan scientifique, c'est un ouvrage unique au Québec, en ce qu'il analyse particulièrement, de façon approfondie et systématique, la réalité de la gouverne du territoire infranational québécois, sur la base des théories les plus actuelles. Du point de vue pédagogique, sa force principale réside dans son approche multidisciplinaire et appliquée qui en fait un ouvrage de référence pour tout étudiant ou spécialiste qui s'intéresse à la dynamique territoriale québécoise.

Dans un premier temps, l'auteur s'intéresse à l'occupation du territoire québécois et à l'évolution de son aménagement ; il s'en dégage une première constatation selon laquelle le territoire québécois ne peut plus s'analyser simplement à partir de la dichotomie « centre – périphérie » ou de la dualité « rurale – urbaine ». Selon Proulx, nous assistons à une dynamique moins binaire et plus complexe. En plus des nouvelles formes territoriales reliées aux phénomènes grandissants de la métropolisation et de la mondialisation, Proulx souligne l'émergence de nouvelles zones économiques spécialisées, axées soit sur les secteurs primaire, secondaire, tertiaire ou quaternaire.

Puis, c'est à l'étude de la gouvernance territoriale du Québec que l'auteur nous convie. Il ressort de cette partie que les territoires au Québec tardent à s'approprier les facteurs de développement à cause de limites institutionnelles telles que le faible ancrage territorial, le déficit démocratique, l'insuffisance des moyens et l'absence d'un système global de planification territoriale. Par ailleurs, au chapitre de la décentralisation, il appert que l'organisation de celle-ci est dominée par l'approche de la fragmentation administrative des fonctions exercées par les municipalités locales, les municipalités régionales de comté (MRC) et les régions